

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 1446

[S - C - 2003/14040]

**13 FEVRIER 2003. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979
relatif aux radiocommunications privées**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est proposé à Votre signature a pour objectif d'adapter l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées en vue de permettre la réalisation des nombreuses nouvelles applications en matière d'utilisation du spectre radioélectrique ainsi qu'une utilisation plus efficace des fréquences.

Les recommandations de la "Conférence européenne des administrations des Postes et Télécommunications" en matière de détention et d'utilisation de certaines stations émettrices et réceptrices radioélectriques sont appliquées à cet effet, pour autant que ces appareils répondent aux conditions convenues en ce qui concerne la (les) fréquence(s) et la puissance maximale.

Suite à l'unification de la Gendarmerie et de la Police, ces réseaux de radiocommunications seront également soumis aux redevances visées dans les articles 21 et 22 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, en attendant la mise en service complète du réseau de radiocommunications A.S.T.R.I.D.

En supprimant la Gendarmerie de l'énumération, la discrimination entre l'ancienne Gendarmerie, la Police communale et la Police judiciaire est abolie. L'objectif est de traiter tous les services de police de la même façon ainsi que les autres services de secours. Il convient également de signaler, à ce propos, qu'une grande partie des réseaux de la Police Fédérale et Locale vont être remplacés par A.S.T.R.I.D.. Pour une gestion efficace des fréquences, il est cependant absolument nécessaire de conserver une certaine forme de contrôle de ces réseaux de radiocommunications. Les réseaux de la Police Fédérale et Locale relèvent de la troisième catégorie, ou des redevances fortement réduites sont déjà appliquées.

Commentaires article par article.

L'article 1^{er} élargit le nombre d'utilisateurs de stations et réseaux de radiocommunications qui ne sont pas soumis à l'obligation d'autorisation visée à l'article 3, § 1^{er} de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

Cette extension se rapporte à des appareils de radiocommunications à portée restreinte pour toutes sortes d'applications, à certains appareils portables, à des récepteurs, des appareils pour des réseaux locaux et des implantations médicales. Ces adaptations sont en effet nécessaires vu l'évolution très rapide que ces nouvelles technologies ont connu au cours de ces dernières années dans le domaine de ces applications.

Auparavant, toutes les stations émettrices et réceptrices de radiocommunications jusque 10 mW étaient dispensées d'autorisation. Cette condition arbitraire est désuète. C'est pourquoi une approche plus affinée, basée sur la puissance par bande de fréquences, l'application et la technologie utilisée, est appliquée. Cette approche se situe davantage dans le prolongement de la réalité actuelle dans le domaine des radiocommunications.

L'article 2 ne nécessite pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 1446

[S - C - 2003/14040]

**13 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979
betreffende de private radioverbindingen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen aan te passen teneinde de vele nieuwe toepassingen inzake het gebruik van het radiospectrum mogelijk te maken en een efficiënter benutting van frequenties toe te laten.

Hierbij worden de aanbevelingen van de "Conférence européenne des administrations des Postes et Télécommunications" inzake het houden en gebruiken van bepaalde radiozend- en ontvangstations toegepast, voorzover die toestellen voldoen aan de overeengekomen voorwaarden qua frequentie(s) en het maximale vermogen.

Door de eenmaking van de Rijkswacht en de Politie zullen ook, in afwachting van de volledige inbedrijfstelling van het radionet A.S.T.R.I.D. deze radionetten onderworpen zijn aan de rechten bepaald in artikel 21 en 22 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen.

Door het schrappen van de Rijkswacht uit de opsomming wordt de discriminatie tussen de voormalige Rijkswacht, gemeentelijke Politie en gerechtelijke Politie weggewerkt. Het is de bedoeling om alle politiediensten ook op gelijke voet te behandelen met de andere hulpdiensten. Hierbij moet ook vermeld worden dat een groot gedeelte van de netten van de Federale en Lokale Politie zullen verdwijnen ten voordele van A.S.T.R.I.D.. Voor een efficiënt frequentiebeheer is het echter absoluut noodzakelijk dat er een zekere vorm van controle op deze radionetten behouden blijft. De netten van de Federale en Lokale Politie vallen onder de derde categorie, waar reeds sterk gereduceerde rechten toegepast worden.

Artikelsgewijze commentaar.

Artikel 1 breidt het aantal gebruikers van radiostations en netten voor radioverbinding uit dat niet aan de vergunningsplicht bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobERICHTGEVING is onderworpen.

Deze uitbreiding heeft betrekking op toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor allerhande toepassingen, op bepaalde draagbare toestellen, ontvangtoestellen, toestellen voor lokale netwerken en medische implantaties. Het is inderdaad nodig deze aanpassingen door te voeren gezien de zeer snelle evolutie van de nieuwe technologieën op gebied van deze toepassingen in de afgelopen jaren.

Voorheen waren alle zend- en ontvangstations voor radioverbinding tot 10 mW vrijgesteld van vergunning. Deze arbitraire voorwaarde is niet meer van deze tijd. Daarom wordt een meer verfijnde benadering gehanteerd, gebaseerd op het vermogen per frequentieband, op de toepassing en de gebruikte technologie. Deze benadering sluit veel nauwer aan bij de hedendaagse realiteit op radiogebied.

Artikel 2 behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

AVIS 34.533/4 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT: section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 10 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées", a donné le 8 janvier 2003 l'avis suivant :

L'auteur du projet avait soumis le 29 avril 2002 un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées", sur lequel le Conseil d'Etat a donné le 19 juin 2002 son avis 33.339/4.

Dans cet avis, la section de législation avait relevé que l'article 2 du projet, constituait une règle technique au sens de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, et que cette disposition devait dès lors être notifiée à la Commission avant d'être adoptée.

Nonobstant l'accomplissement de cette formalité préalable, la section de législation avait examiné la totalité du projet, en ce compris cet article 2, en précisant que c'était "sous réserve de l'accomplissement de cette formalité" et que "si, à la suite de celle-ci, le projet devait être modifié, il devrait être à nouveau soumis à la section de législation ».

A la suite de cet avis, l'auteur du projet l'a scindé en deux parties. L'article 2, sur lequel la Commission européenne a fait part de ses observations, fait l'objet du présent projet. Les autres dispositions ont fait l'objet de l'arrêté royal du 2 août 2002.

Conformément à la jurisprudence selon laquelle la section de législation ne se prononce pas une seconde fois sur des dispositions qu'elle a déjà examinées, qu'elles demeurent inchangées ou qu'elles aient été revues pour tenir compte de ses observations, l'examen du présent projet se limite donc aux dispositions nouvelles ou qui ont été modifiées pour d'autres motifs que ceux tirés des observations formulées dans l'avis 33.339/4.

Par conséquent l'examen se limite à la phrase introductive de l'article 1^{er} et aux 11°, 13°, 14°, 16°, 17°, 20°, et 22° à 25° du même article.

Dans ses observations faites conformément à l'article 8, § 2 de la directive 98/34/CE précitée, la Commission invite "les autorités belges à adapter les dispositions du projet à celles de la recommandation rec. CER 70-03". En outre elle "conclut que les interfaces radioélectriques des services HIPERLAN sur la bande de 5 GHz seront fixées conformément à l'article 5 de l'arrêté" et elle "souligne le fait que l'application de la bande concernée devra être neutre au plan technologique".

Ainsi qu'il résulte des informations fournies au Conseil d'Etat, les modifications apportées au précédent projet sont conformes à la dernière version de la recommandation CER 70-03 (1).

Concernant la neutralité technologique, l'auteur du projet a communiqué une note émanant de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, selon laquelle :

« Het ontwerp bepaalt slechts de band en het vermogen die voor elk van de toepassingen gehanteerd mogen worden en waarbij een vergunning niet noodzakelijk is. Deze aanpak maakt geen onderscheid in de technologie. »

En conséquence, le projet n'appelle pas d'observation.

(1) Cette recommandation émane du Comité européen de Radiocommunication (CER) de la Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications.

Mme

M.-L. Willot-Thomas, président de chambre,

MM. :

P. Liénardy, P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

F. Delperée, F. Dehousse, assesseurs de la section de législation;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. Bolly, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Liénardy.

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

M.-L. Willot-Thomas.

ADVIES 34.533/4 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 december 2002 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radio-verbindingen", heeft op 8 januari 2003 het volgende advies gegeven :

De steller van het ontwerp heeft op 29 april 2002 een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radio-verbindingen" ingediend, waarover de Raad van State op 19 juni 2002 zijn advies 33.339/4 gegeven heeft.

In dat advies heeft de afdeling Wetgeving gesteld dat artikel 2 van het ontwerp een technisch voorschrift uitmaakte in de zin van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, en dat deze bepaling derhalve ter kennis gebracht moest worden van de Commissie vooraleer deze kon worden goedgekeurd.

Niettegenstaande aan deze voorafgaande vormvereiste behoorde te worden voldaan, heeft de afdeling Wetgeving heel het ontwerp onderzocht, met inbegrip van dat artikel 2, en daarbij gesteld dat het advies gegeven werd "onder voorbehoud dat aan dat vormvereiste wordt voldaan" en dat "indien het ontwerp vervolgens gewijzigd wordt, (...) het opnieuw (moet) worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving » .

Ingevolge dat advies heeft de steller zijn ontwerp in twee gesplitst. Artikel 2, waarover de Europese Commissie haar opmerkingen heeft meegedeeld, maakt het ontwerp uit van het onderhavige ontwerp. De overige bepalingen hebben het ontwerp uitgemaakt van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002.

Overeenkomstig de adviespraktijk volgens welke de afdeling Wetgeving zich niet een tweede keer uitspreekt over bepalingen die zij reeds heeft onderzocht, ongeacht of deze bepalingen onveranderd gebleven zijn of dat deze herzien werden teneinde rekening te houden met haar opmerkingen, is het onderzoek van het onderhavige ontwerp dus beperkt tot de nieuwe bepalingen of die bepalingen die gewijzigd zijn om andere redenen dan die welke te maken hebben met de opmerkingen die geformuleerd zijn in advies 33.339/4.

Bijgevolg is het onderzoek beperkt tot de inleidende zin van artikel 1 en tot de onderdelen 11°, 13°, 14°, 16°, 17°, 20° en 22° tot 25° van hetzelfde artikel.

In haar opmerkingen die geformuleerd zijn overeenkomstig artikel 8, lid 2 van de voornoemde richtlijn 98/34/EG verzoekt de Commissie "de Belgische overheidsinstanties de bepalingen van het ontwerp aan te passen aan die van de aanbeveling ERC 70-03". Zij besluit bovendien met te stellen dat de radio-interfaces van de HIPERLAN-diensten op de frequentieband 5 GHz zullen worden vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van het besluit en "benadrukt het feit dat de toepassing van de betrokken radiofrequentie vanuit technologisch oogpunt neutraal moet zijn".

Zoals blijkt uit de inlichtingen die aan de Raad van State zijn bezorgd, zijn de wijzigingen die aan het vorige ontwerp zijn aangebracht conform de laatste versie van aanbeveling ERC 70-03 (1).

Wat betreft de technologische neutraliteit heeft de steller van het ontwerp melding gemaakt van een nota uitgaande van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie waarin het voldoende staat :

« Het ontwerp bepaalt slechts de band en het vermogen die voor elk van de toepassingen gehanteerd mogen worden en waarbij een vergunning niet noodzakelijk is. Deze aanpak maakt geen onderscheid in de technologie. »

Bijgevolg behoeven over het ontwerp geen opmerkingen te worden gemaakt.

(1) Deze aanbeveling gaat uit van het Europees Comité voor Radiocommunicatie (ERC) van de Europese Conferentie van de Administraties voor Post en Telecommunicatie.

De kamer was samengesteld uit :

Mevr. M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter,

De heren :

P. Liénardy, P. Vandernoot, staatsraden;

F. Delperée, F. Dehousse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. Bolly, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

M.-L. Willot-Thomas.

**13 FEVRIER 2003. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1979
relatif aux radiocommunications privées**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, notamment l'article 3, partiellement annulé par l'arrêt n° 1/91 du 7 février 1991 de la Cour d'Arbitrage;

Vu l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, notamment l'article 5, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1987, l'arrêté royal du 2 mars 1992, l'arrêté royal du 19 juin 1992 et l'arrêté royal du 26 septembre 2000;

Considérant que la législation belge doit être adaptée en matière d'exemption de licence aux recommandations au niveau européen;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 août 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis émis par la Commission européenne en application de la Directive 98/34/CEE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, modifiée par la Directive 98/48/CEE du Parlement européen et du Conseil du 20 juillet 1998;

Vu les avis du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2002 et le 8 janvier 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1987, l'arrêté royal du 2 mars 1992, l'arrêté royal du 19 juin 1992 et l'arrêté royal du 26 septembre 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Ne requièrent pas les autorisations visées à l'article 3, § 1^{er} de la loi du 30 juillet 1979, relative aux radiocommunications :

1° les stations et réseaux de radiocommunications mis en œuvre par les organismes et services visés à l'article 2, 1° et 3° à 5°;

2° les stations établies à bord des navires et aéronefs de nationalité étrangère entrant occasionnellement dans le Royaume, si ces stations sont déjà couvertes par une autorisation du gouvernement du pays dont relève le navire ou l'aéronef;

3° les appareils récepteurs de radiocommunications pour la réception des émissions;

4° les stations d'amateurs mobiles et portables détenues par des personnes domiciliées à l'étranger qui séjournent moins de trois mois dans le Royaume, si l'établissement et le fonctionnement de ces stations sont couverts par une autorisation délivrée par l'autorité d'un pays figurant sur la liste des pays appliquant la recommandation TR 61/01 de la « Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications », ci-après dénommée « CEPT », publiée par l'Institut; cette autorisation mentionne au moins :

- a) le nom et l'adresse du titulaire;
- b) l'indicatif d'appel;
- c) la durée de validité;
- d) la classe de licence :

Classe I, permettant l'utilisation de toutes les bandes de fréquences attribuées aux radioamateurs;

Classe II, permettant l'utilisation de toutes les bandes de fréquences supérieures à 30 MHz attribuées aux radioamateurs;

**13 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979
betreffende de private radioverbindingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging, inzonderheid op artikel 3, ten dele vernietigd bij arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987, het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 19 juni 1992 en het koninklijk besluit van 26 september 2000;

Overwegende dat de Belgische wetgeving inzake vrijstelling van vergunning aangepast moet worden aan de aanbevelingen op Europees vlak;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 augustus 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies dat door de Europese Commissie is gemaakt in toepassing van Richtlijn 98/34/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij, gewijzigd bij Richtlijn 98/48/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 20 juli 1998;

Gelet op de adviezen van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2002 en op 8 januari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987, het koninklijk besluit van 2 maart 1992, het koninklijk besluit van 19 juni 1992 en het koninklijk besluit van 26 september 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Behoeven niet de vergunningen bedoeld in artikel 3, § 1 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberechtiging :

1° de stations en netten voor radioverbinding in werking gesteld door de organisaties en diensten vermeld in artikel 2, 1° en 3° tot en met 5°;

2° de stations opgesteld aan boord van buitenlandse schepen en luchtvaartuigen die bij gelegenheid in het Rijk binnenkomen, voor zover die stations gedekt zijn door een vergunning van de regering van het land waaronder het schip of het luchtvaartuig ressorteert;

3° de ontvangtoestellen voor radioverbinding voor het ontvangen van de uitzendingen;

4° de mobiele en draagbare amateurstations, gehouden door personen die in het buitenland wonen en minder dan drie maanden in het Rijk verblijven, indien het aanleggen en het doen werken van die stations gedekt zijn door een vergunning afgegeven door de overheid van een land dat voorkomt op de door het Instituut gepubliceerde lijst van landen die de aanbeveling TR 61/01 van de « Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications », hierna te noemen « CEPT », toepassen; een dergelijke vergunning vermeldt minstens :

- a) de naam en het adres van de houder;
- b) de roepnaam;
- c) de geldigheidsduur;
- d) de klasse van de vergunning :

Klasse I, die het gebruik van alle aan de radioamateurs toegewezen frequentiebanden toestaat;

Klasse II, die het gebruik van alle aan de radioamateurs toegewezen frequentiebanden boven 30 MHz toestaat;

e) la déclaration que la station d'amateur est conforme aux dispositions de la recommandation TR 61/01 de la CEPT;

f) le nom de l'autorité qui a délivré l'autorisation;

5° les radiotéléphones à modulation angulaire fonctionnant dans la bande des 27 MHz, détenus par des personnes domiciliées à l'étranger et séjournant moins de trois mois dans le Royaume;

6° les radiotéléphones fonctionnant sur les 40 canaux définis dans la bande des 27 MHz, détenus par des personnes domiciliées à l'étranger, séjournant moins d'un mois dans le Royaume, et qui sont en possession d'un document délivré par l'autorité du pays d'origine, mentionnant que la station satisfait aux dispositions d'une convention conclue à ce sujet avec ce pays;

7° les stations du service mobile terrestre détenues par des personnes domiciliées à l'étranger, séjournant moins de trois mois dans le Royaume, si l'établissement et le fonctionnement de ces stations sont couverts par une autorisation délivrée par l'autorité d'un pays figurant sur la liste publiée par l'Institut; cette autorisation mentionne au moins :

a) le nom et l'adresse du titulaire;

b) le cas échéant, l'indicatif d'appel;

c) la durée de validité;

d) la déclaration que les stations peuvent être utilisées dans le Royaume sur la base d'une convention entre l'autorité du pays d'origine et le Ministre; si une telle déclaration n'est pas mentionnée dans l'autorisation, la station ne peut être utilisée dans le Royaume;

e) le nom de l'autorité qui a délivré l'autorisation;

8° tout radioamateur étranger qui émet en tant que second opérateur au moyen de la station d'un titulaire belge d'une autorisation et qui satisfait aux conditions suivantes :

a) être titulaire d'une copie certifiée conforme de l'autorisation délivrée à l'étranger ou d'une attestation délivrée par l'administration étrangère compétente prouvant que le niveau de l'examen passé à l'étranger est équivalent ou supérieur à celui de l'examen imposé aux opérateurs de stations d'amateurs belges;

b) ne pas se trouver plus de trente jours auprès de la station d'amateur en question dans le courant d'une même année;

c) ne pas avoir de domicile ni résidence en Belgique;

d) se présenter comme suit : l'indicatif d'appel de la station utilisée, suivi du mot "opérateur" et de l'indicatif d'appel du radioamateur étranger;

e) veiller à ce que toutes ses émissions figurent dans le livre-journal du titulaire belge de l'autorisation sous la mention "opérateur", suivi de son indicatif d'appel;

f) émettre exclusivement en présence et sous la responsabilité du radioamateur belge titulaire de l'autorisation;

9° les appareils de radiocommunications portables qui fonctionnent dans la bande 446,0-446,1 MHz avec une puissance apparente rayonnée maximale de 500 mW sur les fréquences suivantes :

446,00625 MHz,

446,01875 MHz,

446,03125 MHz,

446,04375 MHz,

446,05625 MHz,

446,06875 MHz,

446,08125 MHz,

446,09375 MHz;

10° les stations émettrices et réceptrices de radiocommunications avec une puissance émettrice maximale de 10 mW, dispensées d'une autorisation ministérielle avant la publication du présent arrêté, et ce jusqu'au 1 janvier 2008;

e) de verklaring dat het amateurstation voldoet aan de bepalingen van de aanbeveling TR 61/01 van de CEPT;

f) de naam van de overheid die de vergunning afgegeven heeft;

5° de hoekgemoduleerde radiotelefonen die werken in de 27 MHz-band en die gehouden worden door personen die gedomicilieerd zijn in het buitenland en die minder dan drie maanden in het Rijk verblijven;

6° de radiotelefonen die werken op de 40 kanalen bepaald in de 27 MHz-band, en die gehouden worden door personen die gedomicilieerd zijn in het buitenland, die minder dan één maand in het Rijk verblijven, en die in het bezit zijn van een document uitgereikt door het land van herkomst waaruit blijkt dat het station voldoet aan de bepalingen van een overeenkomst die terzake met dit land werd gesloten;

7° de stations van de landmobiele dienst, die gehouden worden door personen die gedomicilieerd zijn in het buitenland en die minder dan drie maanden in het Rijk verblijven, indien het aanleggen en het doen werken van die stations gedekt zijn door een vergunning afgeleverd door de overheid van een land dat voorkomt op de door het Instituut gepubliceerde lijst; een dergelijke vergunning vermeldt minstens :

a) de naam en het adres van de houder;

b) in voorkomend geval, de roepnaam;

c) de geldigheidsduur;

d) de verklaring dat de stations in het Rijk mogen gebruikt worden op basis van een overeenkomst afgesloten tussen de overheid van het land van herkomst en de Minister; indien een dergelijke verklaring niet in de vergunning is vermeld mag het station in het Rijk niet gebruikt worden;

e) de overheid die de vergunning afgegeven heeft;

8° elke buitenlandse radioamateur die in de hoedanigheid van tweede operator uitzendt door middel van het station van een Belgische vergunninghouder en die voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) houder zijn van een voor eensluidend verklaard afschrift van de in het buitenland afgeleverde vergunning of een door de bevoegde buitenlandse administratie afgeleverd attest dat bewijst dat het niveau van het in het buitenland afgelegde examen gelijkwaardig of hoger is dan dat van het examen opgelegd aan de operatoren van de Belgische amateurstations;

b) niet meer dan dertig dagen in de loop van eenzelfde jaar aanwezig zijn bij het betreffende amateurstation;

c) geen woon- of verblijfplaats in België hebben;

d) zich als volgt aankondigen : de roepnaam van het gebruikte station, gevolgd door het woord "operator" en de roepnaam van de buitenlandse radioamateur;

e) ervoor zorgen dat al zijn uitzendingen in het dagboek van de Belgische vergunninghouder ingeschreven worden onder de vermelding "operator" gevolgd door zijn roepnaam;

f) uitsluitend uitzenden in aanwezigheid en onder de verantwoordelijkheid van de Belgische radioamateur die houder is van de vergunning;

9° de draagbare toestellen voor radioverbinding die werken in de band 446,0-446,1 MHz met een maximaal effectief uitgestraald vermogen van 500 mW op de volgende frequenties :

446,00625 MHz,

446,01875 MHz,

446,03125 MHz,

446,04375 MHz,

446,05625 MHz,

446,06875 MHz,

446,08125 MHz,

446,09375 MHz;

10° de vóór de publicatie van dit besluit van een ministeriële vergunning vrijgestelde zend- en ontvangstations voor radioverbinding met een maximaal zendvermogen van 10 mW, dit tot 1 januari 2008;

11° les appareils de radiocommunications à courte portée pour des applications non spécifiques pour autant qu'ils respectent les bandes de fréquences et les limites de puissance et de champ suivantes :

11° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor niet-specifieke toepassingen voor zover zij de volgende frequentiebanden en het toegelaten vermogen en veld respecteren :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE PUISSANCE/CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN VERMOGEN/MAGNETISCH VELD
6,765-6,795 MHz	42 dB μ A /m op/à 10 m
13,553-13,567 MHz	42 dB μ A /m op/à 10 m
26,957-27,283 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v. of/ou 42 dB μ A /m op/à 10 m
40,660-40,700 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
433,050-434,790 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v. (« duty cycle » <10 %)
433,050-434,790 MHz	1 mW p.a.r./e.u.v. (« duty cycle » \leq 100 %, -13 dBm/10 kHz)
434,040-434,790 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v. (« duty cycle » \leq 100 %, 25 kHz)
868,000-868,600 MHz	25 mW p.a.r./e.u.v.
868,700-869,200 MHz	25 mW p.a.r./e.u.v.
869,300-869,400 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
869,400-869,650 MHz	500 mW p.a.r./e.u.v.
869,700-870,000 MHz	5 mW p.a.r./e.u.v.
2400-2483,5 MHz	10 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
5725-5875 MHz	25 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
24,00-24,25 GHz	100 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
61,0-61,5 GHz	100 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
122-123 GHz	100 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
244-246 GHz	100 mW p.i.r.e./e.i.u.v.

12° les appareils de radiocommunications pour la transmission des données à large bande fonctionnant dans la bande de fréquences 2400-2483,5 MHz bande selon la technologie "spread spectrum" et dont la puissance isotrope rayonnée effective n'est pas supérieure à 100 mW;

12° de toestellen voor radioverbinding bedoeld voor breedband-datatransmissie die werken in de frequentieband 2400-2483,5 MHz band volgens de "spread spectrum" technologie en waarvan het totale effectief isotroop uitgestraald vermogen niet hoger is dan 100 mW;

13° les appareils de radiocommunications pour les réseaux locaux à haute performance (« HIPERLAN », « High PERformance Local Area Network ») qui fonctionnent dans la bande de fréquences 5150-5350 MHz et dont la puissance isotrope rayonnée effective n'est pas supérieure à 200 mW; les appareils de radiocommunications pour les réseaux locaux à haute performance qui fonctionnent dans la bande de fréquences 5470-5725 MHz et dont la puissance isotrope rayonnée effective n'est pas supérieure à 1 W;

13° de toestellen voor radioverbinding bedoeld voor lokale netwerken met hoge prestaties (« HIPERLAN », « High PERformance Local Area Network ») die werken in de frequentieband 5150-5350 MHz en waarvan het effectief isotroop uitgestraald vermogen niet hoger is dan 200 mW; de toestellen voor radioverbinding bedoeld voor lokale netwerken met hoge prestaties die werken in de frequentieband 5470-5725 MHz en waarvan het effectief isotroop uitgestraald vermogen niet hoger is dan 1 W;

14° les appareils de radiocommunications pour des applications de télécommunication pour le transport routier (« RTTT » : « Road Transport and Traffic Telematics »), à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et les puissances maximales autorisées suivantes :

14° de toestellen voor radioverbinding bedoeld voor telecommunicatietoepassingen voor wegtransport (« RTTT », « Road Transport and Traffic Telematics »), voorzover zij de volgende frequentiebanden en maximale toegelaten vermogens respecteren :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE PUISSANCE — TOEGELATEN VERMOGEN
5795 – 5805 MHz	2W p.i.r.e./e.i.u.v.
76 – 77 GHz	55 dBm p.i.r.e./e.i.u.v. piekvermogen/puissance de crête 50 dBm p.i.r.e./e.i.u.v. gemiddeld vermogen/puissance moyenne 23 dBm p.i.r.e./e.i.u.v. gemiddeld vermogen voor gepulste radars/puissance moyenne pour radars pulsés.

15° les appareils de radiocommunications à courte portée, destinés à la télécommande de modèles réduits, avec un espacement des canaux de 10 kHz et une puissance rayonnée maximale de 100 mW sur les fréquences suivantes :

15° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik, die dienen voor afstandsbediening van schaalmodellen, met een kanaalafstand van 10 kHz en een maximaal effectief uitgestraald vermogen van 100 mW op de volgende frequenties :

-26,995 / 27,045 / 27,095 / 27,145 / 27,195MHz,

-26,995 / 27,045 / 27,095 / 27,145 / 27,195MHz,

-35,00 MHz + n x 10 kHz (pour n = 0, 1, 2, 3, 4, ..., 32, 33),

-35,00 MHz + n x 10 kHz (voor n = 0, 1, 2, 3, 4, ..., 32, 33),

-40,575 MHz + n x 10 kHz (pour n = 0, 1, 2, ..., 11, 12),

-40,575 MHz + n x 10 kHz (voor n = 0, 1, 2, ..., 11, 12),

-72,025 / 72,050 / 72,075 / 72,100 / 72,125 / 72,150 / 72,175 MHz;

-72,025 / 72,050 / 72,075 / 72,100 / 72,125 / 72,150 / 72,175 MHz;

16° les appareils de radiocommunications à courte portée pour des applications inductives, à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et les limites de champ suivantes :

16° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor inductieve toepassing voorzover zij de volgende frequentiebanden en het toegelaten veld respecteren :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
9 – 59,750 kHz	72 dB μ A/m op/à 10 m(30 kHz: -3,5dB/oct.)
59,750-60,250 kHz	42 dB μ A/m op/à 10 m
60,250-70 kHz	69 dB μ A/m op/à 10 m
70 - 119 kHz	42 dB μ A/m op/à 10 m
119 - 135 kHz	66 dB μ A/m op/à 10 m(-3,5 dB/oct.)
3155-3400 kHz	13,5 dB μ A/m op/à 10 m
6765-6795 kHz	42 dB μ A/m op/à 10 m
7400-8800 kHz	9 dB μ A/m op/à 10 m
13,553-13,567 MHz	42 dB μ A/m op/à 10 m
26,957-27,283 MHz	42 dB μ A/m op/à 10 m

17° les appareils de radiocommunications à courte portée pour des applications « RFID » (« Radio Frequency IDentification ») à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et puissances maximales autorisées suivantes :

17° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor « RFID »-toepassingen (« Radio Frequency IDentification ») voorzover zij de volgende frequentiebanden en maximale toegelaten vermogens respecteren :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
2446-2454 MHz	500 mW p.i.r.e./e.i.u.v. (« duty cycle » \leq 100 %)
2446-2454 MHz	4 W p.i.r.e./e.i.u.v. (« duty cycle » <15 %)

18° les appareils de radiocommunications à courte portée par détection du mouvement dont entre autres alarmes et systèmes antivol, à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et puissances maximales autorisées suivantes :

18° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik door middel van bewegingsdetectoren voor onder andere anti-diefstal toepassingen en alarmen voor zover zij de volgende frequentiebanden en maximale toegelaten vermogens respecteren :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
2400-2483,5 MHz	25 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
9200-9500 MHz	25 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
9500-9975 MHz	25 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
10,5-10,6 GHz	500 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
13,4-14,0 GHz	25 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
24,05-24,25 GHz	100 mW p.i.r.e./e.i.u.v.

19° les appareils de radiocommunications à courte portée pour la télémétrie médicale avec une puissance apparente rayonnée maximale de 10 mW sur les fréquences suivantes :

19° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor medische telemetrie met een maximaal effectief uitgestraald vermogen van 10 mW op de volgende frequenties :

151,500 MHz	174,125 MHz	457,525 MHz	467,750 MHz	448,125 MHz	470,025 MHz
173,250 MHz	174,250 MHz	457,550 MHz	467,775 MHz	448,150 MHz	470,050 MHz
	174,375 MHz	457,575 MHz	467,800 MHz	448,175 MHz	470,075 MHz
	174,500 MHz	457,600 MHz	467,825 MHz	448,200 MHz	470,100 MHz
	174,625 MHz		467,850 MHz	448,225 MHz	470,125 MHz
	174,750 MHz		467,875 MHz	448,250 MHz	470,150 MHz
	174,875 MHz		467,900 MHz	448,275 MHz	470,175 MHz
			467,925 MHz	448,300 MHz	470,200 MHz
				448,325 MHz	
				448,350 MHz	
				448,375 MHz	
				448,400 MHz	

20°

a) les appareils de radiocommunications à courte portée pour des microphones sans fil avec une puissance apparente rayonnée maximale de 10 mW à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences suivantes :

- 181,4-184,2 MHz,
- 202,4-205,2 MHz,
- 518-526 MHz,
- 534-542 MHz,
- 854-862 MHz,
- 863-865 MHz,
- 1785-1800 MHz,

b) les appareils de radiocommunications à courte portée pour des microphones sans fil à bande étroite avec une puissance apparente rayonnée maximale de 10 mW sur les fréquences suivantes :

- 35,020 MHz,
- 35,060 MHz,
- 36,640 MHz,
- 36,680 MHz,
- 36,700 MHz,
- 36,720 MHz,
- 36,760 MHz,
- 36,900 MHz,
- 36,940 MHz,
- 37,040 MHz,
- 37,080 MHz,
- 37,100 MHz,
- 37,120 MHz,
- 37,160 MHz,
- 37,840 MHz,
- 37,880 MHz,
- 37,900 MHz,
- 37,920 MHz,
- 37,960 MHz,

21° les appareils de radiocommunications à courte portée pour alarmes et alarmes sociales, à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et les puissances rayonnées maximales suivantes :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
868,600-868,700 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
869,200-869,250 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
869,250-869,300 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
869,650-869,700 MHz	25 mW p.a.r./e.u.v.

22° les appareils de radiocommunications à courte portée pour des liaisons audio sans fil, à condition qu'ils respectent les bandes de fréquences et les puissances rayonnées maximales suivantes :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
36,6-36,8 MHz 37,0-37,2 MHz 37,8-38,0 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.
863,000-865,000 MHz	10 mW p.a.r./e.u.v.

23° les téléphones sans fil du type « DECT » (« Digital European Cordless Telephone ») jusqu'à une puissance apparente rayonnée maximale de 250 mW;

20°

a) de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor draadloze microfoons met een maximaal effectief uitgestraald vermogen van 10 mW voorzover zij de volgende frequentiebanden respecteren :

- 181,4-184,2 MHz,
- 202,4-205,2 MHz,
- 518-526 MHz,
- 534-542 MHz,
- 854-862 MHz,
- 863-865 MHz,
- 1785-1800 MHz,

b) de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor smalbandige draadloze microfoons met een maximaal effectief uitgestraald vermogen van 10 mW op de volgende frequenties :

- 35,020 MHz,
- 35,060 MHz,
- 36,640 MHz,
- 36,680 MHz,
- 36,700 MHz,
- 36,720 MHz,
- 36,760 MHz,
- 36,900 MHz,
- 36,940 MHz,
- 37,040 MHz,
- 37,080 MHz,
- 37,100 MHz,
- 37,120 MHz,
- 37,160 MHz,
- 37,840 MHz,
- 37,880 MHz,
- 37,900 MHz,
- 37,920 MHz,
- 37,960 MHz,

21° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor alarmen en sociale alarmen voor zover zij de volgende frequentiebanden en maximale uitgestraalde vermogens respecteren :

22° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor draadloze audio-verbindingen voorzover zij de volgende frequentiebanden en maximale uitgestraalde vermogens respecteren :

23° de draadloze telefoontoestellen van het « DECT »-type (« Digital European Cordless Telephone ») tot een maximaal effectief uitgestraald vermogen 250 mW;

24° les appareils de radiocommunications à courte portée pour des applications de chemin de fer, pour autant qu'ils respectent les bandes de fréquences, les puissances rayonnées maximales et les limites de champ suivantes :

BANDES DE FREQUENCES — FREQUENTIEBANDEN	LIMITES DE CHAMP MAGNETIQUE — TOEGELATEN MAGNETISCH VELD
2446-2454 MHz	500 mW p.i.r.e./e.i.u.v.
27,095 MHz	42 dBµA/m op/à 10 m
4515 kHz	7 dBµA/m op/à 10 m

25° les implants médicaux actifs avec une puissance apparente rayonnée maximale inférieure à 25µW dans la bande de fréquence 402-405 MHz; les implants médicaux dans la bande 9-315 kHz avec un champ magnétique maximal de 30 dBµA/m à 10 m. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 3. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

24° de toestellen voor radioverbinding met beperkt bereik voor spoorwegtoepassingen voorzover zij de volgende frequentiebanden, maximale uitgestraalde vermogens en veldsterktes per frequentieband respecteren :

25° de actieve medische implantaten met een maximum effectief uitgestraald vermogen kleiner dan 25 µW in de frequentieband 402-405 MHz; de medische implantaten in de band 9-315 kHz met een maximaal magnetisch veld tot 30 dBµA/m op 10 m. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 3. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1447 (2002 — 3395) [2003/09326]

26 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté ministériel établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession, en matière répressive. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 28 septembre 2002, la date d'adoption de l'arrêté ministériel établissant le taux normal des honoraires des personnes requises en raison de leur art ou profession en matière répressive, n'est pas le 18 septembre 2002, comme erronément indiqué, mais bien le 26 septembre 2002.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1447 (2002 — 3395) [2003/09326]

26 SEPTEMBER 2002. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria van de personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 september 2002, is de goedkeuringsdatum van het ministerieel besluit tot vaststelling van het normaal bedrag van de honoraria van de personen opgeroepen in strafzaken wegens hun kunde of hun beroep, niet 18 september 2002, zoals verkeerdelijk vermeld, maar wel 26 september 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1448 [S - C - 2003/03211]

4 AVRIL 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 septembre 2002 fixant les cadres linguistiques du Service public fédéral Finances.

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43^{ter}, § 4, inséré par la loi du 12 juin 2002;

Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque Service public fédéral, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 16 janvier 2003;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les Services publics fédéraux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 17 février 2002 portant création du Service public fédéral Finances, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 février 2003;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 1448 [S - C - 2003/03211]

4 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 september 2002 tot vaststelling van de taalkaders van de Federale Overheidsdienst Financiën

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43^{ter}, § 4, ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere Federale Overheidsdienst, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 januari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de Federale Overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2002 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Financiën, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 februari 2003;